

## Burundi : des rafles massives dans la capitale à la recherche d'insurgés

PANA, 28 mai 2016 Interpellation de 500 personnes après une nuit ponctuée d'explosions de grenades à Bujumbura Bujumbura, Burundi - Au moins 500 personnes ont été brièvement interpellées samedi matin, dans le centre-ville de Bujumbura, où deux grenades avaient explosé dans la nuit sans toutefois faire de victime connue, apprend-on de source policière dans la capitale burundaise. Les personnes interpellées ont toutes été relâchées après un contrôle de sécurité, selon le porte-parole de la police nationale, Pierre Nkurikiye, qui a attribué l'explosion des deux grenades, dans la nuit de vendredi à samedi, au centre-ville et au nord de la capitale burundaise, à des "actes terroristes" d'individus non identifiés. [Photo : Arrestation dans le quartier de Bwiza]

Début mai, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, avait donné un délai de deux mois aux corps de défense sécuritaires pour éliminer les derniers groupes armés d'origine de l'insécurité persistante dans le pays. Il a multiplié les rafles massives de dissuasion dans les quartiers réputés contestataires de la ville de Bujumbura à la recherche d'insurgés, principalement parmi les plus jeunes. Le Burundi vit dans une grave crise politique à mailles de violences armées suite à un conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition depuis fin avril 2015. Les violences continuent pour la seconde année consécutive, selon un rapport rendu public le 22 mai dernier par la commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH). Dès après le rapport, au moins 130 personnes ont été assassinées, dont cinq hauts gradés de la police et de l'armée, au cours de ces cinq premiers mois de 2016. La première année de crise avait pris fin sur des bilans contrastés des dégâts humains faisant état d'entre 500 et 1000 tués, selon les sources. Le rapport de la CNIDH a encore déploré des cas de "disparitions forcées, de tortures et d'emprisonnements arbitraires", toujours en cours au Burundi. La CNIDH exige l'arrêt de ces pratiques attribuées principalement aux forces de l'ordre, souvent sur de "simples soupçons" de participation aux manifestations des "anti-troisième mandat" présidentiel, l'année dernière, ou qui sont de connivence avec des groupes armés et autres agents de la violence politique. L'une des recommandations de la CNIDH est que les responsables de la sécurité et de la justice assurent, chaque fois, que les personnes arrêtées sont détenues dans des conditions humaines et qu'elles aient la possibilité de recevoir des visites familiales, celles de leurs avocats et médecins. La solution durable est principalement attendue des efforts en cours de la médiation tanzanienne qui a déjà réussi à exploiter de réunir, pour la première fois hors du Burundi, l'essentiel des protagonistes de la crise, du 21 au 24 mai dernier, à Arusha, en Tanzanie. Le prochain rendez-vous déterminant a été programmé par l'ancien président tanzanien et médiateur de la communauté d'Afrique de l'Est (CAE) dans la crise burundaise, Benjamin William Mkapa, avant la fin du mois de juin 2016.